



Et si les citoyens prenaient (enfin) le pouvoir ?

A l'heure où monte le **DÉSENCHANTEMENT** d'une partie de la population face à l'action de ses représentants politiques, le Conseil économique, social et environnemental de la région Grand Est (Ceser) milite pour **REPLONGER LES CITOYENS** au cœur des décisions prises pour eux, sur leurs territoires. L'institution a annoncé **LE 28 JUIN** vouloir s'engager concrètement dans l'avènement d'une **RÉELLE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE**.

LA PHRASE

« Les organismes représentant la société civile comme le Ceser et les conseils de développement tentent d'apporter de l'attention aux signaux faibles, à la parole de ceux qui ne sont pas à la table de l'histoire. Peut-être que pour être mieux écouté, le Ceser doit rendre son travail plus pertinent et ne pas hésiter, parfois, à taper du poing sur la table des élus de la région Grand Est », estime Patrick Tassin, président du Conseil économique, social et environnemental du Grand Est (Ceser).

« **P**ourquoi, lors d'une réhabilitation de logements décidée par une ville, les habitants n'en seraient pas les acteurs à la place des techniciens et des entreprises ? » Toute bête, la question de Maurice Blanc, un sociologue invité comme "grand témoin" d'une journée de débats sur « l'expression citoyenne » organisée, le 28 juin à Metz, par le Conseil économique, social et environnemental du Grand Est (Ceser). Aussi simple que la réponse, d'ailleurs : « *L'héritage de Napoléon Bonaparte reste prégnant dans le fonctionnement politique centralisé de la France, alors qu'il serait temps de s'en détacher* », raille Dominique Valck, co-président de la Conférence régionale des conseils de développement (CRCD). **Voilà pourquoi ces deux organes chargés de porter la voix de la société civile – les citoyens d'une intercommunalité pour un conseil de développement, ceux du Grand Est pour le Ceser – ont décidé d'accélérer le tempo sur la question d'une réelle démocratie participative** : leur collaboration entamée dès 2015 et « *unique en France* » a accouché en novembre 2017 d'un "livre blanc" sur *Les nouvelles formes d'expressions citoyennes*, mélange de manifeste et de guide pratique à l'attention des élus comme des citoyens pour permettre à la démocratie, ce grand mot, de trouver un second souffle.

« LA TONITRUANTE RÉFORME TERRITORIALE EST VENUE DE PARIS, SANS JAMAIS INTÉGRER L'AVIS DES CITOYENS. »

Dominique Valck, co-président de la Conférence régionale des Conseils de développement du Grand Est

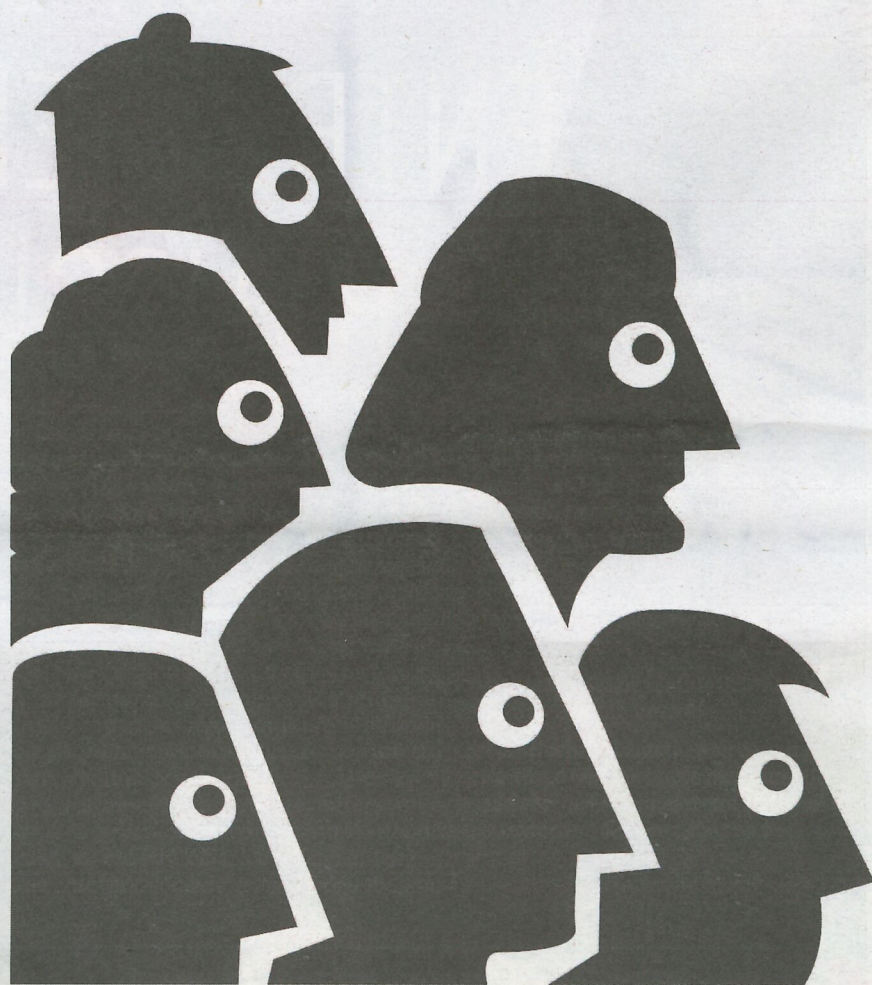
Sept mois après la publication de cet ouvrage plein d'idées, leurs auteurs en viennent aux mains : Ceser et CRCD mettront en œuvre leurs nouveaux outils participatifs à travers une « *prospective territoriale* » de trois zones d'emploi spécifiques du Grand Est – vraisemblablement à Gérardmer, Sélestat et Chaumont-Langres – et le Ceser portera à lui seul une consultation citoyenne sur l'avenir de l'Europe, le 10 juillet à Strasbourg.

« Recentralisation forte et régulière »

Certes, l'organisation dans toute la France de ces consultations citoyennes sur l'Europe a été suggérée d'en haut, par le président de la République Emmanuel Macron, en marge des élections européennes de 2019. Mais **le Ceser et la CRCD entendent s'en servir pour aller plus loin, et recueillir les expressions citoyennes au plus bas** : « *Nous expérimenterons un outil numérique de débat qui sera en ligne du 20 août au 12 octobre, où chacun pourra dialoguer plus largement sur cette question de l'Europe. Les résultats de cette initiative seront envoyés à Paris, qui nous ignore depuis des siècles, pour lui prouver la richesse d'une telle approche coopérative* », balance en s'amusant Dominique Valck.

La forme abrasive de certaines paroles masque un réel désarroi de fond : « *On constate depuis plusieurs années une recentralisation à la fois forte et régulière de l'Etat, dans le pays. Nous y répondons aujourd'hui en militant pour de nouvelles formes de consultation et de démocratie participative* », pose Patrick Tassin, président du Ceser. « *Les décideurs et les élus doivent comprendre que le désarroi de la population envers leurs actions ne cessera qu'avec l'évènement d'un modèle nouveau de participation citoyenne.* »

Il suffit d'écouter les participants à cette journée de débats pour constater les ratés du modèle pyramidal actuel : « *La toni-*



truante réforme territoriale des régions est venue de Paris, sans jamais intégrer dans cette réflexion les citoyens, qui sont les premiers à vivre cette transformation », évoque Dominique Valck. « *Les chiffres que nous avons sur le terrain, dans une foule de domaines, ne sont jamais les mêmes que ceux de Paris lorsqu'on les compare. Or, chacun s'en sert pour motiver ses décisions de planification territoriale* », poursuit Alain Target, membre alsacien du Ceser.

« Dépasser la réunion publique »

« *On ne devient pas un citoyen en cliquant sur une pétition d'internet, dont le contenu peut se révéler caricatural, mais en s'engageant dans différentes formes d'expression et de débat* », signale le sociologue Maurice Blanc. « *Si l'on veut voir émerger une réelle participation des habitants dans les décisions politiques, il faut dépasser l'idée de réunion publique, qui n'est qu'un type d'expression parmi d'autres et favorise toujours ceux qui ont fait des études, savent parler devant des gens et défendre leurs idées.* »

Des réunions publiques où se retrouvent trop souvent « *une majorité d'hommes,*

blancs et retraités », constate Dominique Valck, « *alors qu'il faut interpeller tout le monde, notamment les actifs et les jeunes* » : « *Les outils et les méthodes restent à inventer pour réenchanter l'engagement citoyen, mais nous sommes en capacité de les créer* », affirme-t-il.

Reste à convaincre les élus eux-mêmes de favoriser ces expressions citoyennes, dans leur processus de décision et de planification territoriale : « *La région Grand Est a plutôt bien réagi à la publication de notre livre blanc : ses représentants nous ont rencontrés pour nous assurer qu'ils trouvaient nos propositions saines et logiques. Après, on sait que leur prise en compte sur le terrain prendra du temps. Il nous appartient donc de commencer à construire un chemin robuste, pour montrer la pertinence de cette voie* », avance Dominique Valck. Son homologue Philippe Aubert, co-président à ses côtés de la CRCD, évoque une piste de défrichage : « *Nous pourrions parfaitement organiser la formation des citoyens en vue de leur participation à l'action publique, puisque c'est déjà ce que nous réalisons avec tous les bénévoles qui forment nos conseils de développement, sur chaque territoire.* »